



CTSD du 13 juin 2022
Déclaration liminaire FSU-CGT

Monsieur le Directeur Académique,

Depuis la fin des CAPD, les occasions de vous rencontrer sont rares. Pourtant, les sujets qui préoccupent nos collègues sont nombreux. Le choix délibéré de nos dirigeants de mettre fin au dialogue social par le biais de la loi de transformation de la Fonction Publique va dans le sens du démantèlement des services publics sur notre territoire.

Éducation, santé, social... ces domaines pourtant essentiels pour garantir l'accès de chaque citoyen·ne à une vie digne, sont attaqués comme jamais ils ne l'ont été. Au lieu de voir nos services publics comme une richesse à préserver, ils sont présentés comme une dépense à économiser ! Tout ça pour quoi ? Des économies de bouts de chandelle et l'instauration d'une société toujours plus individualiste où les inégalités ne font qu'augmenter. En parallèle, les profits versés aux actionnaires des grandes entreprises sont juste indécents !

Nous sommes encore aujourd'hui en pleine période électorale. Les élections présidentielles et la nomination d'un nouveau gouvernement nous ont enfin débarrassé de ce ministre indigne qui a laissé derrière lui une école dans un état de délabrement inédit ! Malheureusement, notre nouveau ministre fait pour le moment figure de marionnette choisie à des fins électoralistes. Il ne faut pas oublier que le projet de notre président pour l'école reste le même que celui déjà mis en place depuis 5 ans : une libéralisation et une privatisation de notre service public.

Les propos d'Emmanuel Macron à Marseille sur « l'école du futur » donnent le ton !

Nous nous sommes toujours battu·es et nous continuerons à nous battre contre ce démantèlement programmé de l'école, et ce quelle que soit l'origine politique de notre nouveau ministre !

Nouveauté de la période : les Job Dating ! Le métier d'enseignant·e est tellement méprisé, tellement dévalorisé, que les concours ne font plus le plein et le ministère peine à recruter. N'en déplaise à Monsieur Blanquer qui, dans un ultime mensonge, annonçait que tout était sous contrôle.

Mais quelle honte ! Recruter des enseignant·es au niveau licence suite à un entretien de quelques dizaines de minutes, un job dating, directement inspiré des speed dating permettant les rencontres amoureuses. À chaque fois qu'on pense avoir touché le fond, nos dirigeants se débrouillent pour creuser un peu plus et nous enfoncer un peu plus loin dans le mépris.

A contrario, une vraie revalorisation salariale, des moyens d'enseignement dignes d'un vrai service public d'éducation, un soutien affiché au travail mené dans les classes, une formation initiale et continue de qualité, des moyens humains et financiers pour l'école... autant de solutions qui permettraient d'attirer de nouvelles vocations vers les métiers de

l'enseignement. Mais est-ce vraiment le projet que nourrissent nos dirigeants ? Manifestement non ! Emmanuel Macron a plus le souhait de proposer un système à l'anglo-saxonne, dirigé par les chiffres et les résultats à des évaluations plus que discutables. Système dans lequel l'embauche de contractuel·les deviendrait la norme et dans lequel l'enseignement privé saura sans aucun doute tirer son épingle du jeu.

La nouvelle lubie des évaluations d'établissements en est l'illustration. La FSU-CGT 79 s'oppose à cette démarche qui relève plus d'une forme de management que d'un levier pour améliorer la réussite des élèves. Le risque est grand d'accentuer la mise sous tutelle des équipes enseignantes, les plaçant dans une logique de « comptes à rendre ». De plus, ce dispositif n'est pas une solution pour faire réussir tous·tes les élèves.

La FSU-CGT 79 sera donc aux côtés de toutes les équipes qui refuseront de s'inscrire dans ce dispositif.

Le mal-être chez les enseignant·es est grandissant. Nos collègues sont inquiet·es : inquiet·es pour leur avenir professionnel, inquiet·es pour leurs élèves. Les changements instaurés de force ne permettront pas à l'école de mieux fonctionner. La loi Rilhac qui va installer les directeur·rices dans un rapport de supériorité hiérarchique avec leurs collègues ne permettra pas une amélioration des conditions de travail. Par contre, cela permettra certainement de mettre une pression toujours un peu plus forte sur les collègues.

Ces changements sont directement inspirés du management des entreprises et ont pour but d'individualiser et d'isoler les travailleur·ses. On connaît les ravages humains que cela a donné dans d'anciens services publics aujourd'hui privatisés. Aussi, il y a des raisons de s'inquiéter.

L'un des sujets dont tous·tes les collègues nous parlent est la formation continue. Et le constat est partout le même : il n'y a plus de formation continue, ni même de formation dans le cadre des animations pédagogiques, tout au plus des partages de pratiques sur des thèmes et des sujets imposés : les fondamentaux ! Comme une base indispensable, détachée de tous les autres apprentissages et qu'il serait urgent d'encadrer par des formations et des évaluations nationales standardisées. Le choix a été fait de ne plus former que les directeur·rices, avec l'idée sous-jacente qu'ils feraient ruisseler le savoir sur leurs collègues...

Mais les enseignant·es ont besoin d'une toute autre formation qui leur permette de prendre le temps de réfléchir à leur pratique, d'innover, de faire vivre la liberté pédagogique ! Heureusement, la dernière newsletter pédagogique nous apporte un début de réponse : on y fait la promo d'une formation sur « l'école dehors » pendant les vacances scolaires et pour la modique somme de 90 € (repas et hébergement non compris). Inutile de vous dire ce que nous pensons de ça !

Autre grand sujet de préoccupation chez nos collègues : l'école inclusive, ou comment faire porter la responsabilité de l'inclusion sur les seules épaules des enseignant·es. Non, le simple fait d'inscrire les élèves en situation de handicap dans leur classe d'âge ne peut pas suffire à rendre l'école inclusive. C'est même d'une grande violence pour tout le monde, pour les élèves en question et leur famille, mais aussi pour tout le reste de la classe, et bien entendu pour les enseignant·es. Les AESH, quand il y en a, souffrent elles aussi de cette inclusion baclée qui ne leur offre aucune formation et qui les traite comme des sous-catégories de travailleur·ses tant leur salaire est indigne. Indigne du travail qu'elles fournissent, indigne de l'intérêt que l'on devrait porter aux élèves qu'elles accompagnent.

Au lieu de ça, la FSU-CGT 79 affirme qu'il faut des moyens pour permettre à tous·tes les

enfants à besoins éducatifs particuliers d'entrer dans les apprentissages à leur rythme et dans un cadre collectif, mais aussi de s'émanciper par l'école. Il faut un recrutement en nombre d'AESH, une formation de tous·tes les PE, le recrutement et la présence de RASED complets, la mise en place de temps de concertation institutionnels, l'abandon des PIAL, et l'augmentation du nombre de places en ESMS.

Le mouvement à la sauce Jean-Michel Blanquer laisse lui aussi à de nombreux·ses collègues un goût amer. Des collègues avec une grande ancienneté n'obtiennent pas de poste, ou alors un poste très éloigné dans la liste de leurs vœux. Plus aucune transparence afin de vérifier que les algorithmes ont bien respecté les règles du mouvement. Des possibilités de recours de plus en plus complexes et le sentiment d'un mouvement qui se clientélise. Voici ce dont nos collègues nous font part. Nous tenons aussi à intervenir concernant les réunions de répartition des postes de TRS. Les collègues qui nous ont contacté à ce sujet décrivent des réunions comparées à des foires d'empoigne où aucune confidentialité n'était respectée. N'y avait-il pas plus de respect de cette confidentialité justement quand ces postes étaient discutés et débattus dans des CAPD, avec des représentant·es des personnels élu·es et formé·es, qui n'avaient pas d'affect à mettre dans le choix d'un poste, mais qui faisaient en sorte, avec l'administration, de respecter autant que possible les situations des un·es et des autres. D'ailleurs, les rares instances dans lesquelles les enseignant·es sont encore représenté·es ne sont pas satisfaisantes. Le groupe de travail auquel nous avons assisté jeudi dernier était très tendu et nous en sommes ressorti·es avec la sensation d'un affrontement plutôt que celle d'un travail pour les écoles et d'une connaissance partagée du territoire.

Pour finir, la carte scolaire qui va nous occuper aujourd'hui nous préoccupe justement. Nous faisons, nous aussi, le constat d'effectifs en baisse et nous exprimons le souhait que ce soit l'occasion pour nos collègues d'enseigner avec des effectifs plus faibles. Mais l'école ne se fait pas qu'avec des postes classe, et nous espérons que la création de postes de remplaçant·es, de postes de RASED, de CPC... soit aussi à l'ordre du jour. Et quitte à rêver, nous revendiquons toujours la création de postes de plus de maître·sSES que de classes dans toutes les écoles et le décroisement du temps élève et du temps enseignant, afin de permettre aux équipes de pouvoir se dégager du temps pour travailler sereinement à construire des projets qui permettent à tous·e nos élèves de s'émanciper par l'école.